

hebdomadaire

n° 3034 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

À MATIGNON, FO AVANCE SES POSITIONS

Reçue par Jean-Marc Ayrault, accompagné de quatre ministres, FO s'est exprimée entre autres sur le SMIC, la retraite, l'emploi, les salaires et le service public (lire l'éditorial page 4).

AGIR événements

La politique d'austérité engendre tensions et divergences au sein de l'Union européenne.

Lire page 3

La 101^e Conférence internationale du travail (CIT) se déroule à Genève jusqu'au 15 juin.

Lire page 6

À Trappes (78), des militants FO, fâchés avec l'orthographe et la grammaire, bénéficient de cours d'alphabétisation dispensés par des instituteurs FO.

Lire page 7

Depuis 1994, pour le compte du ministère du Travail, 2 400 médecins auscultent les risques professionnels encourus par 48 000 salariés.

Lire page 9

FO REÇUE
À MATIGNON
Lire l'éditorial page 4

SAVOIR pratique

À quelle condition une confédération peut-elle revendiquer les suffrages obtenus par un syndicat? La Cour de cassation a tranché.

Lire page 14

RESPIRER culture

Les projecteurs s'éteignent, les stars sont déjà reparties. Ainsi s'achève le Festival de Cannes, créé jadis par... le Front populaire.

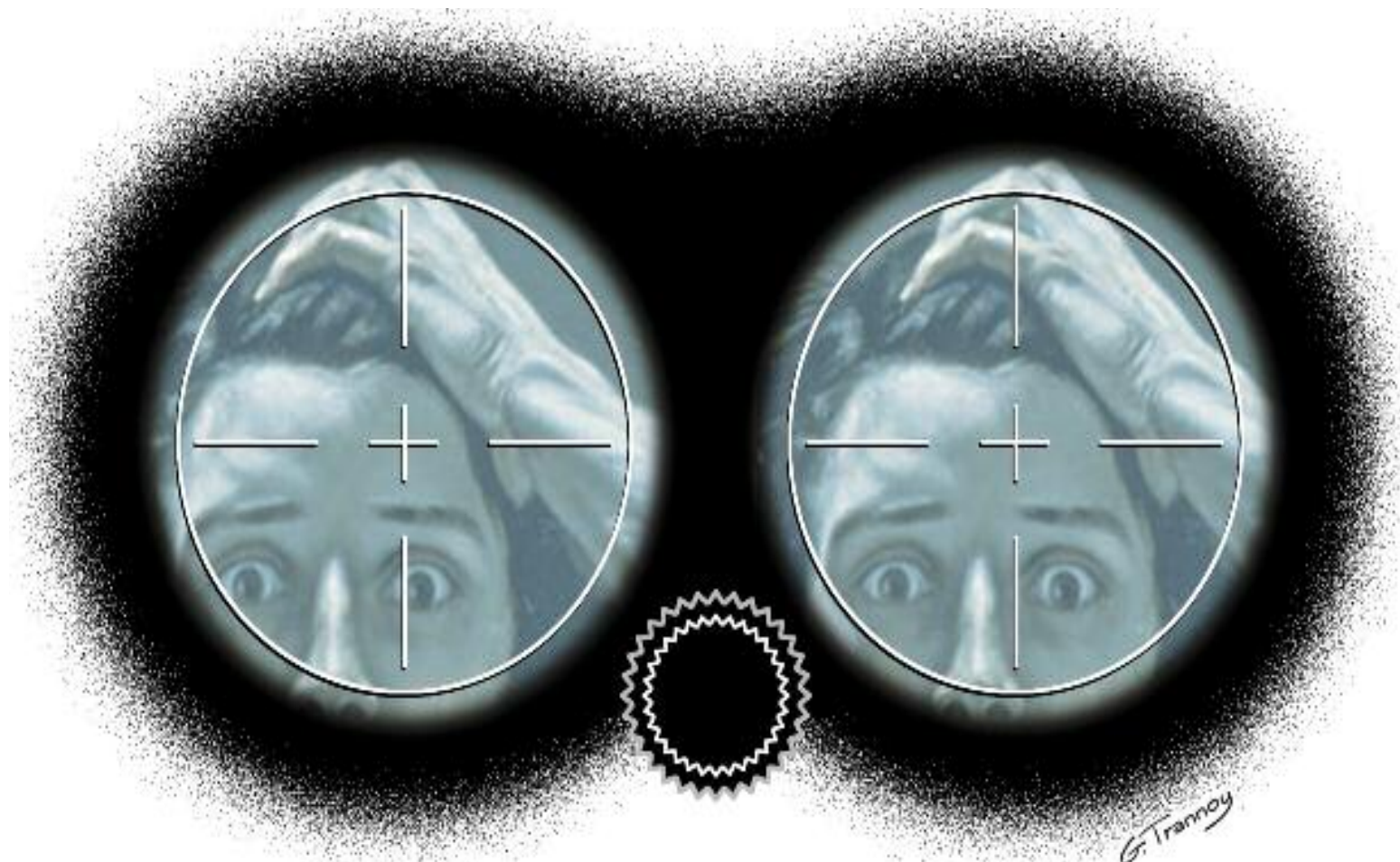
Lire page 15

MONTRER enquête

Les nouvelles technologies offrent de multiples possibilités à un patron pour espionner ses salariés.

À condition que ceux-ci ignorent leurs droits et l'existence de la CNIL.

Lire pages 10-11 et 17 à 20



SAINT-NAZAIRE

Manifestations pour sauver les chantiers navals



Le 23 mai à Saint-Nazaire, plus de deux mille personnes ont manifesté à l'appel des organisations syndicales de Loire-Atlantique, dont FO, pour demander le sauvetage des chantiers navals de la ville, en grande difficulté économique. Tous les syndicats (FO, CGT, CFDT, CFTC, CGC, FSU, Solidaires, UNSA) ont défilé derrière une même bannière «Mobilisés pour la Navale». La direction des chantiers navals STX a annoncé début avril qu'elle envisageait 2 500 jours de chômage partiel à la suite de la perte d'une commande de deux navires de croisière. STX France, dernier grand chantier naval français, emploie 2 100 personnes et fait travailler quelque 4 000 sous-traitants. L'entreprise est détenue à 66,6% par STX Europe (filiale du sud-coréen STX Shipbuilding) et à 33,3% par l'État. Les syndicats demandent à l'État de prendre «toutes ses responsabilités» pour «garantir l'avenir du chantier naval de Saint-Nazaire» et de tous les emplois en son sein et chez les sous-traitants, notamment avec «la création d'une banque publique d'État pour le financement de l'industrie et de l'exportation». Force Ouvrière, qui revendique la nationalisation du chantier naval, rappelle dans un communiqué que la commande perdue par le chantier a été récupérée par

les chantiers navals italiens Fincantieri, une entreprise nationalisée qui, «de ce fait, a pu mobiliser tout son poids et ses moyens financiers, au travers de la Caisse des dépôts et des prêts italienne, pour réaliser le montage financier de ces deux paquebots, en quelques semaines».

Le 23 mai, en marge de la manifestation, une délégation intersyndicale a été reçue par le sous-préfet de Saint-Nazaire. Celui-ci a proposé aux syndicats une rencontre avec le nouveau ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

hebdomadaire

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly
141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14
Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE

Ouvrière

Chaque semaine, FO Hebdo envoie ses reporters aussi bien pour couvrir les séances de négociations interprofessionnelles que pour des enquêtes dans les entreprises et les chantiers.

Des articles, des informations que vous ne lirez nulle part ailleurs.

Un journal que vous ne trouverez pas dans les kiosques mais qui sera chaque semaine dans votre boîte aux lettres pour 54€ par an (18€ seulement pour les adhérents de Force Ouvrière).

NOM.....PRÉNOM.....

ADRESSE

VILLE.....CODE POSTAL

TÉL.....

À RENVoyer À FORCE OUVRIÈRE HEBDO, SERVICE ABONNEMENT, 141, AV. DU MAINE, 75680 PARIS CEDEX 14, ACCOMPAGNÉ D'UN CHÈQUE LIBELLÉ AU NOM DE FORCE OUVRIÈRE HEBDO.



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

FO REÇUE À MATIGNON

Comme annoncé, nous avons eu une première rencontre dite bilatérale avec le Premier ministre, accompagné de quatre ministres (Travail, Affaires sociales, Réforme de l'État, Décentralisation et Fonction publique, Redressement productif).

Cette première rencontre relève de ce que l'on peut appeler un dialogue social normal.

Le Premier ministre a précisé que le respect des interlocuteurs sociaux était essentiel, qu'il s'agisse de négociation ou de concertation.

Pour le premier rendez-vous, le Premier ministre et les ministres présents ont surtout été à l'écoute.

Nous sommes intervenus sur trois axes:

✍ Le premier sur la méthode. Nous avons indiqué que nous n'étions pas pour une modification de la Constitution en matière de démocratie sociale, qu'il ne saurait y avoir d'accord de méthode signé comme de calendrier fermé, qu'il fallait garder de la souplesse, que nous étions demandeurs, en matière de négociation, d'un rétablissement du principe de faveur ou de la hiérarchie des normes et que nous saisissons le ministre du Travail sur la représentativité à la suite de notre plainte au BIT.

✍ Le second portant sur deux dossiers d'actualité: le SMIC et le décret sur les retraites, sur lesquels nous avons rappelé nos positions. Au passage j'ai pu noter, sur les retraites, que la position de Force Ouvrière sur les périodes de validation conduisait même la CFDT à dire qu'il fallait intégrer le chômage! Ce qui auparavant ne leur était pas venu à l'esprit.

✍ Le troisième point concernant les thèmes de la conférence sociale de début juillet. Nous avons explicité nos positions sur l'emploi et le chômage (y compris la stratégie industrielle), le service public républicain, le pouvoir d'achat et la réforme fiscale, le financement de la protection sociale collective.

Au final, une première réunion que l'on peut qualifier d'attentive et «normale». Attendons maintenant les actes.

Une réunion «multilatérale» aura lieu le 5 juin. Nous avons déjà la certitude qu'il n'y aura pas d'accord de méthode signé.

D'ici là, nous rencontrerons officiellement plusieurs ministres.

Et comme nous l'avons dit publiquement, ce qui sera aussi déterminant c'est ce qui se passera au niveau européen: renégociation ou pas des traités? Là aussi, nous avons fait connaître nos positions.

S O M M A I R E

AGIR

Page 2
Saint-Nazaire: Manifestations pour sauver les chantiers navals.

Page 3
Austérité: L'Union européenne prise à son propre piège.
Rassemblement: Les syndicats européens refusent une croissance de dupes.

Page 4
FO reçue à Matignon, par Jean-Claude Mailly.

Page 5
Finances publiques: Quand la Cour des comptes rappelle les faits.
Tourisme: 89 emplois sauvés chez Nouvelles Frontières.

Page 6
Travailleurs, employeurs et gouvernements de tous les pays, réunissez-vous.
Police: Les policiers FO demandent des moyens au nouveau ministre.

Page 7
Yvelines: Pour les syndiqués, FO ouvre une école à Trappe.
Trois questions à... Denis Langlet, Secrétaire de l'Union locale de Trappes et environ: «L'alphabétisation, c'est aussi une question de démocratie.»

Page 8
Le notariat: FO ne signe «que des accords susceptibles d'améliorer des droits pour les salariés».
Philippe Auzou: «J'ai mis plusieurs fois ma démission dans la balance pour évoluer».

Page 9
Risques professionnels: Quand les médecins du travail auscultent le salariat.
Mobilisation: Québec: la hausse de 75% des frais universitaires ne passe pas.

Page 12
Burkina Faso: un pays de paradoxes.
XII^e congrès de l'ONSL: Travail informel: survivre.

SAVOIR

Page 14
Les droits: Une confédération ne peut se prévaloir des scores obtenus par un syndicat que si l'affiliation est connue des électeurs.
Consommation: Le chèque: une espèce menacée de disparition?

RESPIRER

Page 15
Les dessous des marches: Le festival de Cannes.
Parution > La rédaction vous signale.
Voix de presse: La Grèce, Lagarde et le FMI.

Page 16
Une sélection de livres.
À voir: Coupe du monde: poètes, en route pour le grand slam!

MONTRER

Pages 17 à 20
Informatique et libertés: Salariés sous surveillance.

/ DOSSIER

Pages 10 et 11
Vidéo, téléphone, internet, géolocalisation: 16 questions-réponses.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par
01 40 52.
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 2^e trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

TPE

Gros plan sur...

LE NOTARIAT

ÉLECTIONS DANS LES TRÈS
PETITES ENTREPRISESCARTOGRAPHIE
DE LA BRANCHE

(chiffres 2010)

Numéro de convention collective nationale du notariat (IDCC): 2205
Nombre de notaires employeurs: 9 231.

Effectif total: 47 346 salariés
- dont 40 208 à temps complet, (2,94% de cadres, 60,22% de techniciens et 16,84% d'employés) et 7 138 à temps partiel;
- nombre de salariés en CDD: 1 997.

Effectif moyen par étude:
7 salariés.

Répartition par sexe:
- 83 % de femmes;
- 17% d'hommes.

Nombre de chômeurs: 2 930.

SALAIRES SUR 13 MOIS

Salaire moyen annuel:
31 283 euros.

Nombre de salariés en dessous de ce salaire moyen annuel:
26 744.

Minimum conventionnel, selon l'accord salarial du 15 mars 2012:
- employé: 1 419 euros brut mensuel;
- technicien: 1 703 euros brut mensuel;
- cadre: 2 838 euros brut mensuel.

PROTECTION SOCIALE

Caisse nationale de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaire (CRPCEN).
Financement par des cotisations salariales et patronales, mais aussi par une taxe additionnelle de 4% sur le chiffre d'affaires des études.

Retraite:

- pension calculée sur les 10 meilleures années (contre 25 dans le régime général);
- taux de remplacement de 75% du salaire (contre 50% dans le régime général);
- durée de cotisation de 39 ans en 2011 (contre 41 ans dans le régime de base).

Maladie: taux de remboursement des soins à 85% (contre 70% dans le régime de base de la Sécurité sociale).

Mutuelle: 900 euros en moyenne par an (un tiers payé par le salarié et deux tiers par l'employeur).
Dépendance: prise en charge à 100%.

POUR TOUT CONTACT

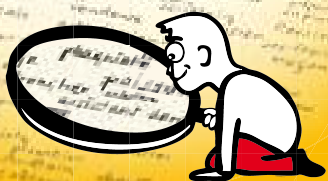
FGCEN FO

Tél.: 01 44 90 89 89

Mail: fgcen-fo@wanadoo.fr

Site internet: www.fgcen-fo.com

Et quel que soit votre secteur d'activité: <http://www.info-tpe.fr>

C'est de vous
qu'on parle

À l'image des relations sociales à l'œuvre dans les études (voir interview ci-dessous), les discussions sont tout aussi compliquées dans la branche régissant les droits des clercs et employés de notaire. En plus des positions chancelantes du Conseil supérieur du notariat, représentant traditionnel des intérêts patronaux de la profession, les syndicats doivent aujourd'hui appréhender celles de l'Union nationale des professions libérales (UNAPL), qui n'intervenait jusque-là que sur le plan interprofessionnel et qui cherche désormais à faire reconnaître la représentativité de son Syndicat national des notaires (SNN) au niveau de la branche. «Depuis quelques années, nous devons aller au casse-pipe pour nous faire entendre de ces organisations d'employeurs qui ne sont pas sur la même longueur d'onde», déplore Serge Forest de la Fédération générale FO des clercs et employés de notaire (FGCEN FO). Alors quand il s'agit de négocier sur des sujets importants, la première organisation syndicale de salariés (40%) essaie, dans la mesure du possible, de faire fi des bisbilles patronales.

LA RECONNAISSANCE PROFESSIONNELLE AU CŒUR DES REVENDICATIONS

«Que ce soit avec l'un ou l'autre interlocuteur, nous ne signons que des accords susceptibles d'améliorer ou de créer des droits pour

les salariés», souligne FO. Il en est ainsi d'un accord pour une indemnisation à 60% du chômage partiel conclu avec l'UNAPL, mais que le Conseil supérieur du notariat avait refusé de promouvoir. Ce dernier a alors lancé sa propre négociation vu que ledit accord avait été étendu par les pouvoirs publics, c'est-à-dire rendu applicable à toutes les professions libérales, y compris les notaires. Il a proposé aux syndicats une convention spécifique au notariat: devant permettre une indemnisation à 65% du chômage partiel, elle est suspendue à la publication d'une circulaire ministérielle. FO espère «que rien ne viendra freiner cette négociation car le recours au chômage partiel peut s'avérer extrêmement utile», rappelant qu'environ 6 000 salariés ont perdu leur travail après la crise en 2008. «Le volume d'emploi d'avant la crise n'a pas été rétabli puisqu'il n'y a eu depuis que 3 000 embauches (+6%), bien que le chiffre d'affaires s'envole de nouveau (+20% en 2011)», précise Serge Forest, avant de dénoncer «la surcharge de travail dans les études, qui fonctionnent avec un déficit d'effectif pouvant atteindre 40%».

Autre préoccupation, les salaires, sur lesquels un accord a été signé le 15 mars dernier. Il prévoit une hausse de 2,25% pour l'ensemble de la grille au 1^{er} mars 2012 (contre 2% en 2011). «Nous l'avons paraphé car, sans qu'elle soit mirobolante, l'augmentation obtenue n'est pas négligeable», indique FO, motivée aussi par la crainte d'une absence de re-



Serge Forest de la FGCEN FO

valorisation en cas de non-signature. «Au-delà des salaires, notre combat aujourd'hui est d'imposer une véritable progression de carrière pour tous les salariés au niveau de la branche et de sortir de la politique de gratification à la tête du client dans les études», souligne Serge Forest. Le but est d'asseoir une vraie reconnaissance professionnelle via l'institution de CQP (certificats de qualification professionnelle) et de faciliter le passage au statut de cadre. Dans le même temps, ajoute-t-il, on doit continuer aussi à se battre pour consolider notre système spécifique de retraite et notre régime de prévoyance, que d'aucuns voudraient remettre en question.

PHILIPPE
AUZOU

«J'ai mis plusieurs fois ma démission dans la balance pour évoluer»



Responsable FO de Saône-et-Loire, Philippe Auzou (56 ans) travaille dans une étude de cinq salariés où il est comptable depuis une trentaine d'années.

FO Hebdo: Quel regard portez-vous sur votre expérience dans le notariat?

Philippe Auzou: Disons que, jusqu'en 2011, j'ai dû lutter contre le fait du prince: être toujours disponible, se dépenser presque sans compter et dire en plus «merci mon Seigneur!». Je caricature un peu, mais c'est quelque part l'impression que me laisseront mes trente ans de service auprès d'un patron d'étude à l'ancienne. Un digne représentant du paternalisme d'antan. Figurez-vous que j'ai mis plusieurs fois ma démission dans la balance pour évoluer. La première fois, c'était pour avoir un salaire au niveau de ce qui se faisait sur la place. Ma rémunération (au SMIC) avait alors pu être doublée. La dernière, c'était pour entériner mon statut de cadre.

FO Hebdo: Qu'en est-il aujourd'hui?

Philippe Auzou: Avec le jeune notaire qui a repris la charge de mon ex-patron parti en retraite, les choses sont en train de changer, même si je ne m'attends pas à une «révolution» sur la manière de bosser. En plus de ma fonction de comptable, je continue d'assurer des négociations avec les clients, de réaliser des actes, gérer des relations avec les tiers, s'occuper des gérances locatives ou trouver des acquéreurs de biens immobiliers. Et c'est valable aussi pour mes trois collègues femmes (clercs de notaire et négociatrice immobilière). Mais le problème n'est pas tant la charge de travail —on se débrouille toujours entre salariés—

que le manque de reconnaissance professionnelle.

FO Hebdo: C'est l'un de vos combats de syndicaliste au sein de FO?

Philippe Auzou: Oui, travailler à un meilleur déroulement de carrière est primordial vu le niveau d'études et de qualification exigé. C'est d'ailleurs dans l'intérêt de la profession aux prises désormais avec un turnover important, l'ancienneté entreprise est en moyenne de deux ans. Et pour cause, les jeunes recrues n'hésitent plus à changer souvent de patron. Et même à se tourner vers d'autres professions libérales (avocats, huissiers...) pour obtenir de meilleures conditions de travail et de rémunération.